

AGROALIMENTAIRE

L'entreprise Fruits rouges & Co gourmande en France et à l'international

Installé à Laon (Aisne), le producteur-commerçant de fruits frais, surgelés et transformés, ne cesse de peser sur le marché français. Et il progresse aussi dans le monde entier.

LES FAITS

- Lors du rendez-vous « la 3^e révolution industrielle dans les Hauts-de-France », mercredi 29 novembre à la Chambre de commerce et de l'industrie de l'Aisne à Saint-Quentin, Anne Preuvot, responsable sécurité et développement durable chez Fruits rouges & Co à Laon, a longuement présenté son entreprise.
- Producteur-commerçant en fruits frais, produits surgelés et transformés, l'entreprise de l'Aisne emploie 185 personnes.
- En plein développement et bien présent sur le marché français, Fruits rouges & Co entend aussi progresser à l'exportation.



La cueillette des fraises dans l'une des vastes serres. (Photo Fruits rouges & Co)

C'est une saga industrielle comme on les aime. Trois agriculteurs ont commencé l'aventure en 1990. Et à peine quatre ans plus tard, l'entreprise tissait ses premiers partenariats à l'étranger.

Seulement producteur de fruits frais à l'origine, il s'est aussi attaqué à l'activité des surgelés en 1998 qui lui dégage aujourd'hui une croissance à deux chiffres. Agrandi en 2010, son site principal à Laon est à nouveau trop petit pour Fruits rouges & Co, son nom depuis 2015.

UNE FILIÈRE DE FRAISES AU MAROC

Illustration de son expansion continue : la création dès 2003 d'une filière de fraises au Maroc et le partenariat avec une plateforme à Perpignan dans les Pyrénées-Orientales pour faciliter les échanges commerciaux avec l'Europe du sud et le bassin méditerranéen.

ranéen.

Fruits rouges & Co (environ 20 000 tonnes de produits vendus par an) présente une activité équilibrée entre fruits frais (fraises, framboises, groseilles), surgelés et produits transformés, tels les coulis et les purées de fruits.

« Les fruits sont très fragiles et donc nos activités nécessitent beaucoup de main-d'œuvre, depuis les champs jusqu'à nos ateliers de tri », explique Anne Preuvot, responsable

sécurité et développement durable, pour la société axonaise qui emploie à ce jour 185 personnes. En saison, la production est bien étiquetée française. L'entreprise s'appuie sur 170 producteurs en France, dont 70 locaux, une majorité dans l'Aisne, un peu dans la Marne et les Ardennes voisins. Illustration de son bel appétit, la société de Laon travaille avec 350 autres producteurs du monde en-

tier, « ce qui permet d'offrir des fruits toute l'année et de profiter des meilleures variétés ».

DEUX LABELS QUI MARQUENT UNE RECONNAISSANCE

Anne Preuvot a pris soin de préciser que les purées étaient composées de 90% de fruits et le reste de sucre, « sans aucun additif ». Ses fruits frais sont vendus en priorité aux centrales d'achats, aux gros-

sistes, aux boulangers-pâtisseries et « un peu à l'exportation ». En revanche, les surgelés et produits transformés principalement destinés aux industriels et aux grossistes français, sont de plus en plus exportés, en particulier en Asie.

« Nous portons haut et fort notre ambition de produire durablement. Même si cela n'est pas forcément évident, nous réfléchissons et travaillons pour voir comment tendre vers zéro résidu », a également exposé Anne Preuvot.

L'entreprise jouit d'une double reconnaissance aux démarches complémentaires : le label « demain la terre » et celui « d'entrepreneur + engagé, écoresponsable et citoyen » lié à la norme Iso 26000. Fruits rouges & Co fait partie des cinq entreprises des Hauts-de-France à participer au diagnostic RSE (responsabilité sociétale) 2017. C'est favoriser ses filières d'approvisionnements responsables ; préserver les ressources naturelles en réduisant notamment la consommation d'eau de 20% ; maîtriser sa consommation d'énergie ; privilégier l'économie circulaire en envoyant les déchets des fruits transformés en méthanisation et qui, au-delà de générer de l'électricité, permettent à un producteur de fraises de chauffer ses serres ; enfin développer une protection biologique intégrée pour réduire les phytosanitaires. Applaudie l'autre jour à la Chambre de commerce et de l'industrie de l'Aisne, l'entreprise de Laon met le paquet pour que ses clients, en saison, croquent à pleine dent de bons fruits français. ■ NICOLAS TOTET

HAUTS-DE-FRANCE

Une fusion des CCI dans la douleur

En dépit de l'opposition des élus consulaires de la Somme et de l'Oise au nombre de 25, redoutant d'être avalés et de perdre tout pouvoir au profit d'un siège lillois tout puissant, le nouveau schéma direction régional des Chambres de commerce et d'industrie des Hauts-de-France a été voté, sans surprise, par la majorité des 120 patrons élus (à 77,5%). Déjà majoritaires, les chefs d'entreprise du Nord-Pas-de-Calais ont été suivis par leurs neuf collègues de l'Aisne, eux aussi favo-

rables à la fusion qui transforme les 7 CCI de la région, en chambre locale et non plus territoriale. Pour la présidente de la CCI Amiens-Picardie, ce schéma fait disparaître toute autonomie et liberté d'action aux CCI de Picardie. La réforme qui n'entrera en vigueur que le 1^{er} janvier 2019, et non plus le 1^{er} janvier 2018 comme prévu, offre une période transitoire d'un an. « Pour garantir les équilibres, deux instances sont mises en place sur la synergie des missions et sur l'équilibre des ter-

ritoires », assure Philippe Hourdain, le président de la CCI de région. Cette évolution intervient dans un contexte financier délicat qui pourrait être marqué en 2018 par une baisse de 48% de la ressource fiscale, après une baisse de 37% en 2016. Les CCI Hauts-de-France pèsent lourd : 13 500 entreprises accompagnées, 25 ports de commerce, maritimes, de plaisance de pêche, deux aérodromes, deux aéroports, un palais des congrès et seize centres de formation. ■

L'ACTUALITÉ EN FLASH

HAM

Evonik fait passer son casting

Le groupe allemand de chimie Evonik-Rexim implanté en Picardie par son site de production à Ham aurait-il trouvé la solution pour trouver des collaborateurs qualifiés ? Le site en pleine expansion a lancé une démarche innovante dans le cadre des Contrats en qualification professionnelle (CQP) de 18 mois pour devenir opérateurs en génie chimique. Jeudi 30 novembre, une cinquantaine de candidats étaient reçus par les responsables du site pour un casting d'un jour et demi. À l'issue de test écrits et entretiens oraux, 25 d'entre-eux, habitant tous dans un périmètre proche de l'usine, ont été retenus pour suivre cette formation, une première pour l'entreprise. « C'est un rapport gagnant-gagnant. Nous formons des personnes aux besoins de l'entreprise. Cela peut nous intéresser en cas de besoin de recrutement et eux-mêmes peuvent faire valoir cette formation à l'extérieur », explique Alexandre Robin, responsable des ressources humaines.